



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2013





1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables :

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE BANK sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Normes IFRS et interprétations IFRIC applicables par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2013

Normes ou interprétations	Dates de publication par l'IASB	date d'application par l'IASB
Amendements à IAS 1 "présentation des autres éléments du résultat global"	16-juin-11	01-juil-12
Amendements IAS 19 "Avantages au personnel"	16-juin-11	01-janv-13
IFRS 13 "Évaluation de la juste valeur"	12-mai-11	01-janv-13
IFRS 10 "États financiers consolidés"	12-mai-11	01-janv-13
IFRS 11 " Partenariats "	12-mai-11	01-janv-13
IFRS 12 " Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités "	12-mai-11	01-janv-13

Suite à l'entrée en vigueur de manière rétrospective des amendements de la norme IAS 19R, le Groupe a opté pour la publication d'informations comparatives sur une seule année en application des améliorations annuelles - cycle 2009-2011 publiées par l'IASB.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2013, aucune filiale du groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les États financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2013, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.



Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêt, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.



Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE BANK et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE BANK SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2013, les actions propres détenues par la filiale Salafin ont été éliminées des capitaux propres consolidés.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

i. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

j. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

k. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition retenue par BMCE BANK

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.



a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2013 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées (« projected unit credit ») préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en Frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE BANK sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.



BMCE BANK

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

AU 31 DÉCEMBRE 2013

www.bmcebanc.ma

“L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales”.

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	2013	2012*
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	11 939 091	9 922 200
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	28 223 948	34 244 677
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	3 319 804	2 795 923
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	18 145 727	21 396 946
Prêts et créances sur la clientèle	149 374 957	138 808 778
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	12 536 742	10 518 941
Actifs d'impôt exigible	92 432	215 856
Actifs d'impôt différé	257 635	309 870
Comptes de régularisation et autres actifs	4 317 433	4 938 775
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	472 624	406 928
Immeubles de placement	947 602	614 160
Immobilisations corporelles	5 465 769	5 131 528
Immobilisations incorporelles	770 522	751 455
Ecarts d'acquisition	832 470	832 470
TOTAL ACTIF IFRS	236 696 756	230 888 507

*Montant retraités par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements de la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. La rubrique impactée est les actifs d'impôts différés pour -1 MMAD.

En milliers de DH

PASSIF IFRS	2013	2012*
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	68 253	67 382
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 437 494	1 614
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	35 068 715	34 228 166
Dettes envers la clientèle	148 790 337	144 650 757
Titres de créance émis	12 451 775	14 014 898
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	94 368	36 296
Passifs d'impôt différé	989 759	983 149
Comptes de régularisation et autres passifs	11 380 363	13 210 125
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	456 573	520 590
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	5 815 661	4 760 333
TOTAL DETTES	217 553 298	212 473 310
Capital et réserves liées	12 104 178	11 981 368
Réserves consolidées		
- Part du groupe	1 456 083	1 276 693
- Part des minoritaires	3 612 458	3 516 000
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	107 914	81 912
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	-17 778	-18 970
Résultat net de l'exercice		
- Part du groupe	1 230 796	921 885
- Part des minoritaires	649 807	656 309
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	19 143 458	18 415 197
TOTAL PASSIF IFRS	236 696 756	230 888 507

Montant retraité par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements de la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont les provisions pour -2.6 MMAD, Les réserves de consolidation pour +7 MMAD, les gains et pertes latents pour -4.2 MMAD et le résultat net pour -1.2 MMAD

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	2013	2012*
Résultat net	1 880 603	1 578 193
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	12 379	4 638
Écarts de conversion	-3 039	1 689
Actifs financiers disponibles à la vente	15 418	2 949
Écarts de réévaluation	15 418	2 949
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	14 817	-4 218
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	14 817	-4 218
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	27 195	420
Résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 907 798	1 578 613
Part du groupe	1 256 799	921 609
Part des intérêts minoritaires	650 999	657 004

*Montant retraité par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements de la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont le résultat net pour -1.2 MMAD, les écarts actuariels sur les régimes à prestations définies pour -4.2 MMAD.

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de DH

	2013	2012*
Intérêts et produits assimilés	11 446 765	10 822 706
Intérêts et charges assimilés	-4 801 885	-4 579 824
MARGE D'INTERETS	6 644 880	6 242 882
Commissions perçues	2 206 721	1 846 607
Commissions servies	-459 319	-320 911
MARGE SUR COMMISSIONS	1 747 402	1 525 696
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	798 364	651 021
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	162 635	150 157
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHÉ	960 999	801 178
Produits des autres activités	896 079	781 350
Charges des autres activités	-358 334	-333 330
PRODUIT NET BANCAIRE	9 891 026	9 017 776
Charges générales d'exploitation	-5 300 375	-4 862 579
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-654 657	-573 940
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 935 994	3 581 257
Coût du risque	-1 295 268	-1 107 613
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 640 726	2 473 644
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	69 089	65 770
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12 207	-390 484
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPOTS	2 722 022	2 148 930
Impôts sur les bénéfices	-841 419	-570 737
RESULTAT NET	1 880 603	1 578 193
Résultat Hors Groupe	649 807	656 309
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 230 796	921 885
Résultat par Action (EN MAD)	6,9	5,1
Résultat dilué par Action (EN MAD)	6,9	5,1

*Montant retraité par rapport aux états financiers publiés en 2012, suite à l'entrée en vigueur des amendements de la norme IAS 19 qui s'appliquent de façon rétrospective. Les rubriques impactées sont : les charges générales d'exploitation pour -2 MMAD et les impôts sur le résultat pour 0.7 MMAD.

Fiduciar
Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

EY
Building a better
working world

37, Boulevard Abdelatif Benkadour
20 050 Casablanca
Maroc

GRUPE BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 19.143.458, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.880.603.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 21 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé



BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2011 corrigés	1 719 634	8 731 500		1 895 284	82 186	12 428 604	3 956 693	16 385 297
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2011 corrigés	1 719 634	8 731 500		1 895 284	82 186	12 428 604	3 956 693	16 385 297
Opérations sur capital	75 000	1 455 234		151 846		1 682 080	45 587	1 727 667
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-530 954		-530 954	-329 259	-860 213
Résultat de l'exercice				921 884		921 884	656 309	1 578 193
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)							695	2 949
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)					2 254	2 254		1 689
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					1 689	1 689		-4 218
Avantages au personnel					-4 218	-4 218		-275
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)					-275	-275	695	420
Variation de périmètre				-251 218		-251 218	-187 508	-438 726
Divers (*)				4 583		4 583	10 822	15 405
Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés	1 794 634	10 186 734		2 191 425	81 911	14 254 704	4 153 339	18 408 043
Changement de méthodes comptables				7 152		7 152		7 152
Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés	1 794 634	10 186 734		2 198 577	81 911	14 261 856	4 153 339	18 415 195
Opérations sur capital		122 810		-122 810				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			-35 727			-35 727		-35 727
Dividendes				-592 198		-592 198	-343 582	-935 781
Résultat de l'exercice				1 230 796		1 230 796	649 807	1 880 603
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)							1 192,00	15 418
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					14 226	14 226		-3 039
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-3 039	-3 039		14 817
IAS 19 R					14 817	14 817		27 195
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					26 003	26 003	1 192	27 195
Variation de périmètre				-36 716		-36 716	-167 092	-203 807
Divers (*)				44 956		44 956	-49 178	-4 221
Capitaux propres clôture 31.12.2013	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 971	4 244 486	19 143 457

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

	2013	2012
Résultat avant impôts	2 722 022	2 148 932
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 380 727	3 054 760
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	35 273	109 300
+/- Dotations nettes aux provisions	927 426	665 231
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-69 089	-55 215
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-1 008 589	-990 901
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-61 503	197 385
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	3 204 245	2 980 559
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3 464 610	13 027 531
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-11 587 602	-14 814 540
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	4 993 174	-2 343 396
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-2 839 357	3 581 880
- Impôts versés	-636 635	-602 893
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-6 605 810	-1 151 418
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-679 544	3 978 073
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-997 292	-1 093 317
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-174	-286
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-1 502 270	-528 089
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 499 736	-1 621 692
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	612 593	1 096 982
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 940 935	1 949 786
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 553 528	3 046 768
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	71 311	57 761
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-554 441	5 460 910
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	16 098 911	10 638 001
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	9 854 817	6 391 957
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 244 094	4 246 044
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15 544 470	16 098 911
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	11 870 837	9 854 817
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 673 632	6 244 094
Variation de la trésorerie nette	-554 441	5 460 910

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	2013			2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	8 954 357	3 021 109	5 933 248	8 581 131	2 818 182	5 762 949
Comptes et prêts/emprunts	8 400 936	2 944 638	5 456 298	7 991 041	2 702 532	5 288 509
Opérations de pensions		76 471	-76 471		115 650	-115 650
Opérations de location-financement	553 421		553 421	590 090		590 090
Opérations interbancaires	711 218	939 670	-228 452	730 430	1 018 766	-288 336
Comptes et prêts/emprunts	436 721	905 634	-468 913	487 627	969 104	-481 477
Opérations de pensions	274 497	34 036	240 461	242 803	49 662	193 141
Emprunts émis par le Groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions	1 047 357	841 106	206 251	841 682	742 876	98 806
Titres à revenu fixe	1 047 357	566 320	481 037	841 682	525 899	315 783
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts						
Dettes représentées par un titre		274 786	-274 786		216 977	-216 977
Actifs disponibles à la vente						
Actifs détenus jusqu'à échéance	733 833		733 833	669 463		669 463
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILES	11 446 765	4 801 885	6 644 880	10 822 706	4 579 824	6 242 882

RESULTAT PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En milliers de DH

	2013						2012					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
Marge d'Intérêt	2 932 463	24 633	590 258	-20 676	3 118 202	6 644 880	2 757 212	15 497	591 988	-6 771	2 884 956	6 242 882
Marge sur commission	739 946	112 448	12 134		882 874	1 747 402	701 661	105 417	2 727		715 891	1 525 696
Produits nets bancaires	4 347 720	217 269	611 901	158 965	4 555 171	9 891 026	4 019 818	211 639	621 378	149 712	4 015 229	9 017 776
Charge générale d'exploitation et dotations aux amortissements	-2 689 721	-195 077	-185 616	-99 329	-2 785 289	(5 955 032)	-2 566 347	-208 723	-155 289	-80 480	-2 425 680	(5 436 519)
Résultat Brut d'Exploitation	1 658 000	22 192	426 284	59 637	1 769 881	3 935 994	1 453 591	2 916	466 089	69 112	1 589 549	3 581 257
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-359 011	-22 977	-104 947	-7 388	-347 096	(841 419)	-238 789	-19 326	-101 087	-8 728	-202 807	(570 737)
Résultat Part du Groupe	441 056	66 429	119 847	29 470	573 994	1 230 796	284 678	43 573	114 449	26 437	452 748	921 885

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

	2013						2012					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	Total
Total bilan	161 135 143	362 570	14 602 647	192 495	60 403 901	236 696 756	160 440 609	370 334	14 060 259	170 881	55 846 424	230 888 507
Eléments d'actif												
Actifs disponibles à la vente	1 417 723	109 504	14 713	22 763	1 755 101	3 319 804	1 312 325	101 008	5 711	25 440	1 351 439	2 795 923
Prêts et créances sur la clientèle	102 077 895	273	13 781 855		33 514 934	149 374 957	95 425 585	5 824	13 185 602		30 191 767	138 808 778
Actifs financiers évalués à la juste valeur	27 649 487	47 963	48		526 450	28 223 948	33 641 060	29 506	26 909		547 202	34 244 677
Placements détenus jusqu'à échéance	2 523 427		27		10 013 288	12 536 742	1 790 606		27		8 728 308	10 518 941
Eléments du passif												
Dettes envers la clientèle	102 358 798	6 204	1 240 940		45 184 395	148 790 337	102 081 985		1 184 435		41 384 337	144 650 757
Fonds Propres	13 839 405	137 808	1 188 659	(82 799)	4 060 385	19 143 458	13 569 094	104 114	1 213 349	(97 626)	3 626 266	18 415 197

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	2013	2012
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Titres de capitaux propres consolidés		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Autres (*)	12 207	-390 484
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	12 207	-390 484

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	2013			2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	919 514	201 866	717 648	741 051	195 633	545 418
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	291 378		291 378	267 891		267 891
- sur titres	150 146	159 370	-9 224	146 743	125 284	21 459
- de change	477 990	42 496	435 494	326 417	70 349	256 068
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	1 287 207	257 453	1 029 754	1 105 556	125 278	980 278
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	281 374	42 222	239 152	249 979	43 237	206 742
Assurance						
Autres	1 005 833	215 231	790 602	855 577	82 041	773 536
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	2 206 721	459 319	1 747 402	1 846 607	3	



BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Banque et le CACI Groupe, le Comité de Surveillance des Grands Risques, le Comité de Direction Générale, les Comités Seniors de Crédit, outre le Comité de Déclassement, le Comité ALCO, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Maroc et consolidation, le Management des Risques à l'international et l'Analyse et suivi des engagements, assure, d'une part, la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formatte les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Président de la Banque doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant agrégé des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

La mise en place de la Régionalisation au sein de BMCE Bank a été accompagnée d'une évolution du schéma délégataire afin d'y intégrer la nouvelle dimension régionale, à travers l'attribution de délégations de pouvoir aux régions et l'instauration d'un comité de crédit régional.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque.

A ce propos, des limites de concentration ont été instaurées portant sur les secteurs d'activité. Des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Dispositif de Surveillance du Risque Crédit

Le Pôle Risques Groupe via l'entité en charge des Risques de Crédit Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de :

- Prévention des risques de crédit ;
- Contribution à la politique globale de crédit ;
- Surveillance permanente des risques de crédit.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, cette entité est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le réseau l'évolution des principaux risques ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance.

Créances en Souffrance

Une revue exhaustive du portefeuille de la Banque est effectuée mensuellement à l'aide d'un état des comptes à risques conçu par référence aux critères de classifications des créances en souffrance instituées par la circulaire n°19 de BAM, ainsi qu'à d'autres critères de sécurité complémentaires retenus par la Banque.

Dispositif de Notation Interne

Concernant le projet notation interne hors Retail, le déploiement de l'outil de notation interne FACT a été généralisé. Des formations ont été dispensées à l'ensemble des acteurs du réseau commercial.

Le projet de Scoring pour le segment clientèle Retail se poursuit. Une première grille de score pour les crédits à la consommation a été mise en production au cours du 1^{er} semestre 2013. D'autres grilles et systèmes décisionnels sont en cours d'implémentation.

Ces projets qui s'inscrivent dans le cadre du périmètre Groupe BMCE Bank (y compris les filiales locales) ont pour objectif d'ancrer opérationnellement la notation interne et le scoring Retail dans les processus Métiers de la Banque et de ses filiales (exemple : utilisation de la notation pour le système de délégation, la tarification, le ciblage commercial et marketing) en facilitant par ailleurs la prise de décision d'octroi de crédit.

RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêt ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Les principaux acteurs du dispositif de pilotage des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

- **Le Comité Risques Groupe** qui définit la politique de gestion des risques de marché Groupe et valide toute modification inhérente au pilotage des risques sur opérations de marché mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre ;
- **Le Management des Risques Maroc et consolidation** qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank en tant que fonction indépendante des front office du Groupe, ce qui lui confère une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché et l'arbitrage entre les différentes activités sur opérations de marché.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank s'articule autour de trois axes principaux :

- Limites (*Limites de Contrepartie sur Opérations de Marché, Limites de Marché, Limites réglementaires*) ;
- Indicateurs de risques (Valeur en Risque (VaR) globale et par classe d'actif ; Stress Testing par facteur de risque ; Sensibilité et durée du portefeuille global ou par activité pour les positions sur taux ; sensibilités de type delta, gamma, véga, thêta, rho pour les positions sur produits dérivés) ;
- Exigences en Fonds Propres.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le coefficient de liquidité (tel que défini par la Banque Centrale) ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers d'un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

- Réduction de l'exposition aux risques opérationnels ;
- Optimisation des exigences en Fonds Propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Les données produites font partie intégrante de ses processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel :

- L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la direction de l'unité concernée, à la Direction Générale et au Conseil d'Administration ;
- Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité ;
- Les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

Les données internes qui ont vocation à devenir une composante majeure du modèle interne de calcul des Fonds Propres respectent les conditions suivantes :

- Exhaustivité : les données internes de pertes prennent en compte toutes les activités et expositions des métiers, unités et services dans toutes les implantations géographiques concernées ;
- Consolidation : les données historiques de pertes sont restituées selon les deux axes correspondant aux typologies des huit lignes métiers et sept catégories de risques édictées par le Comité de Bâle, selon des critères objectifs correctement documentés.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structurée en trois Comités RO :

- Comité Risques Opérationnels Groupe ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité de Suivi des Risques Opérationnels.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la notation interne et fiche pays ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

Ces reportings dressent la situation en fin de mois et permettent un suivi des limites pays fixées.

STRESS TESTING

Le Stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des nouveaux reportings semestriels instaurés par le régulateur au cours de l'exercice 2012.

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

En milliers de DH

	2013			2012		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	9 112 323		9 112 323	12 855 398		12 855 398
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	6 508 218		6 508 218	5 751 851		5 751 851
Autres titres de créances négociables	2 604 105		2 604 105	7 103 547		7 103 547
Obligations	459 108		459 108	399 217		399 217
Obligations d'Etat						
Autres obligations	459 108		459 108	399 217		399 217
Actions et autres titres à revenu variable	18 649 052		18 649 052	20 970 684		20 970 684
Opérations de pension						
Prêts						
- aux établissements de crédit						
- à la clientèle entreprises						
- à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	3 465		3 465	19 378		19 378
Instruments dérivés de cours de change	2 888		2 888	18 801		18 801
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	28 223 948		28 223 948	34 244 677		34 244 677
dont titres prêts						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	2 430 244		2 430 244			
Etablissements de crédit	2 430 244		2 430 244			
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	7 250		7 250	1 614		1 614
Instruments dérivés de cours de change	7 250		7 250	1 614		1 614
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	7 250	2 430 244	2 437 494	1 614		1 614



BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de DH

	2013	2012
Titres de créance négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations		
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actifs et autres titres à revenu variable	3 618 023	3 135 119
dont titres cotés	125 195	240 129
dont titres non cotés	3 492 828	2 894 990
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	3 618 023	3 135 119
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-298 219	-339 196
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-298 219	-339 196
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	3 319 804	2 795 923

dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	2013	2012
Comptes à vue	4 630 305	6 731 875
Prêts	13 362 300	13 251 828
Opérations de pension	193 327	1 451 883
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	18 185 932	21 435 586
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-40 205	-38 640
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	18 145 727	21 396 946

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	2013	2012
Comptes à vue	1 723 359	1 829 261
Emprunts	18 429 985	18 433 119
Opérations de pension	14 915 371	13 965 786
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	35 068 715	34 228 166

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	2013	2012
Comptes ordinaires débiteurs	21 263 162	20 455 562
Prêts consentis à la clientèle	107 613 766	100 796 021
Opérations de pension	15 707 669	12 780 120
Opérations de location-financement	11 096 420	10 514 070
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	155 681 017	144 545 773
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-6 306 060	-5 736 995
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	149 374 957	138 808 778

VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	2013	2012
Banque au Maroc	102 077 889	95 425 580
Services Financiers Spécialisés	13 781 855	13 185 607
Activités à l'international	33 514 940	30 191 767
Gestion d'actifs	273	5 824
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	149 374 957	138 808 778
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	149 374 957	138 808 778

VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	2013	2012
Maroc	115 860 017	108 617 011
Afrique	31 708 337	27 586 199
Europe	1 806 603	2 605 568
TOTAL EN PRINCIPAL	149 374 957	138 808 778
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	149 374 957	138 808 778

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En milliers de DH

	2013	2012
Comptes ordinaires créditeurs	64 672 430	63 669 813
Comptes à terme	20 735 319	20 207 095
Comptes d'épargne	18 930 245	17 903 838
Bons de caisse	4 144 400	4 107 980
Opérations de pension	1 166 600	1 499 500
Autres comptes créditeurs	39 141 343	37 262 531
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	148 790 337	144 650 757

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	2013	2012
Banque au Maroc	102 358 798	102 081 986
Services Financiers Spécialisés	1 240 940	1 184 434
Activités à l'international	45 184 395	41 384 337
Gestion d'actifs	6 204	
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	148 790 337	144 650 757
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	148 790 337	144 650 757

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	2013	2012
Maroc	103 605 942	103 266 419
Afrique	43 577 634	40 317 675
Europe	1 606 761	1 066 663
TOTAL EN PRINCIPAL	148 790 337	144 650 757
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	148 790 337	144 650 757

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	2013			2012		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	9 674 496	4 208 727	5 465 769	8 936 539	3 805 011	5 131 528
Terrains et constructions	1 751 061	521 905	1 229 154	2 031 430	516 758	1 514 672
Equipement, Mobilier, Installations	3 702 800	1 547 661	2 155 139	3 551 517	1 507 440	2 044 078
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	4 220 635	2 139 161	2 081 475	3 353 592	1 780 813	1 572 779
Immobilisations incorporelles	1 536 277	765 755	770 522	1 592 323	840 868	751 455
Logiciels informatiques acquis	935 657	420 712	514 944	1 020 384	520 987	499 397
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	600 620	345 043	255 577	571 939	319 881	234 485
Immeubles de placements	1 037 034	89 432	947 602	693 382	79 222	614 160

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	2013	2012
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUEES EN DEBUT DE PERIODE	520 590	457 440
Dotations aux provisions	613	128 626
Reprises de provisions	-42 337	-83 187
Utilisation des provisions	-23 726	16 737
Variation des parités monétaires et divers	1 432	974
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUEES EN FIN DE PERIODE	456 573	520 590

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	2013	2012
Capital (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part du Groupe (EN MAD)	1 230 795 682	921 885 000
Résultat par Action (EN MAD)	6,9	5,1
Résultat dilué par Action (EN MAD)	6,9	5,1

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	51,00%	51,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,50%	74,50%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	72,63%	72,63%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,30%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E



BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2013

www.bmcebank.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	2013	2012
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	4 887 537	3 742 008
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	16 005 369	16 092 008
- A vue	3 898 432	3 250 335
- A terme	12 106 937	12 841 673
Créances sur la clientèle	102 648 468	97 170 372
- Crédits de trésorerie et à la consommation	34 280 353	34 240 877
- Crédits à l'équipement	15 996 975	16 264 866
- Crédits immobiliers	33 399 673	30 849 950
- Autres crédits	18 971 467	15 814 679
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	27 886 210	33 888 142
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 430 851	5 774 263
- Autres titres de créance	3 334 877	7 759 401
- Titres de propriété	17 120 482	20 354 478
- Autres actifs	1 434 211	2 864 991
- Titres d'investissement	4 736 488	4 665 315
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 049 440	722 554
- Autres titres de créance	3 687 048	3 942 761
Titres de participation et emplois assimilés	6 580 711	5 620 567
Créances subordonnées	203 506	201 984
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	473 298	445 822
Immobilisations corporelles	2 337 608	2 108 013
TOTAL DE L'ACTIF	167 193 406	166 799 222

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	2013	2012
ENGAGEMENTS DONNES	19 728 635	19 033 707
- Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 174 388	1 563 840
- Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9 390 830	8 691 504
- Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 405 795	2 456 330
- Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 746 244	6 309 289
- Titres achetés à réméré		
- Autres titres à livrer	11 378	12 744
ENGAGEMENTS REÇUS	5 566 388	5 444 929
- Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	5 346 464	5 398 330
- Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 770	30 784
- Titres vendus à réméré		
- Autres titres à recevoir	189 154	15 815

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	2013	2012
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	9 275 108	8 258 569
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	522 743	538 752
- Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 998 724	4 766 212
- Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	520 099	337 113
- Produits sur titres de propriété	411 841	533 403
- Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Commissions sur prestations de service	729 518	683 264
- Autres produits bancaires	2 092 183	1 399 825
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 465 824	3 667 452
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	953 903	987 025
- Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 758 132	1 595 221
- Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	408 021	330 492
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Autres charges bancaires	1 345 768	754 714
PRODUIT NET BANCAIRE	4 809 284	4 591 117
- Produits d'exploitation non bancaire	350 943	113 646
- Charges d'exploitation non bancaire	95 148	51 158
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2 893 745	2 780 721
- Charges de personnel	1 308 295	1 330 648
- Impôts et taxes	63 332	55 827
- Charges externes	1 198 082	1 088 525
- Autres charges générales d'exploitation		405
- Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	324 036	305 316
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 216 165	988 511
- Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	536 692	482 640
- Pertes sur créances irrécouvrables	167 899	287 153
- Autres dotations aux provisions	511 574	218 718
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	525 818	443 279
- Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	263 071	388 755
- Récupérations sur créances amorties	3 674	5 253
- Autres reprises de provisions	259 075	49 271
RESULTAT COURANT	1 480 987	1 327 652
- Produits non courants		
- Charges non courantes		387 058
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 480 987	940 595
- Impôts sur les résultats	372 362	227 527
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 108 625	713 067

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES AU 31 DECEMBRE 2013

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

37, Boulevard Abdelatif Benkadour
20 050 Casablanca
Maroc

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank » comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période 1^{er} janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 18.633.841 dont un bénéfice net de KMAD 1.108.625, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque arrêtés au 31 décembre 2013, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 21 mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

Faïçal MEKOUAR
Associé

ERNST & YOUNG
Associé

En milliers de DH

PASSIF	2013	2012
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	25 446 507	26 350 843
- A vue	276 073	270 622
- A terme	25 170 434	26 080 221
Dépôts de la clientèle	102 603 285	102 332 739
- Comptes à vue créditeurs	54 063 658	55 251 592
- Comptes d'épargne	18 266 621	17 227 957
- Dépôts à terme	25 057 683	24 671 391
- Autres comptes créditeurs	5 215 323	5 181 799
Titres de créance émis	11 776 460	10 061 865
- Titres de créance négociables	9 330 980	10 061 865
- Emprunts obligataires	2 445 480	
- Autres titres de créance émis		
Autres passifs	8 093 805	10 588 610
Provisions pour risques et charges	639 508	353 284
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	5 420 997	4 417 445
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	10 309 545	10 186 734
Capital	1 794 634	1 794 634
- Actionnaires. Capital non versé (-)		
- Report à nouveau (+/-)	40	2
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 108 625	713 067
TOTAL DU PASSIF	167 193 406	166 799 222

ETAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2013	2012
(+) Intérêts et produits assimilés	6 041 566	5 642 077
(-) Intérêts et charges assimilées	3 120 056	2 912 738
MARGE D'INTERET	2 921 510	2 729 339
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION		
(+) Commissions perçues	1 007 733	868 340
(-) Commissions servies	289 552	200 118
MARGE SUR COMMISSIONS	718 181	668 222
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	623 872	599 402
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	95 444	63 098
(+) Résultat des opérations de change	164 187	178 934
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	59 682	-1 756
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ	943 185	839 678
(+) Divers autres produits bancaires	4 111 841	533 404
(-) Diverses autres charges bancaires	185 431	179 526
PRODUIT NET BANCAIRE	4 809 284	4 591 117
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	300 289	10 894
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	55 643	68 622
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	48 892	49 325
(-) Charges générales d'exploitation	2 893 744	2 780 720
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 222 580	1 840 588
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-437 846	-375 786
(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-303 747	-137 150
RESULTAT COURANT	1 480 987	1 327 652
RESULTAT NON COURANT		-387 058
(-) Impôts sur les résultats	372 362	227 527
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 108 625	713 067

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2013	2012
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	324 036	305 317
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	189 052	57 383
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions	240 300	25 085
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 022	4 252
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	2 468	
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	295 298	45 024
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	46 256	1 832
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 130 817	1 003 238
(-) Bénéfices distribués	592 229	515 890
(+) AUTOFINANCEMENT	538 588	487 348

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

	2013	2012
Produits d'exploitation bancaire perçus	8 406 432	7 472 872
Récupérations sur créances amorties	3 674	5 253
Produits d'exploitation non bancaire perçus	350 943	113 646
Charges d'exploitation bancaire versées	4 224 969	3 501 035
Charges d'exploitation non bancaire versées	95 148	51 156
Charges générales d'exploitation versées	2 569 709	2 475 405
Impôts sur les résultats versés	372 362	227 527
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	1 498 861	1 336 648
Variation de :		
- Créances sur les établissements de crédit et assimilés	86 639	789 366
- Créances sur la clientèle	-5 478 096	-10 622 644
- Titres de transaction et de placement	5 930 759	-5 602 137
- Autres actifs	1 430 780	-201 508
- Immobilisations données en crédit-bail et en location		
- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-904 336	7 732 777
- Dépôts de la clientèle	270 546	1 552 235
- Titres de créance émis	1 714 595	2 694 794
- Autres passifs	-2 431 495	4 057 511
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	619 392	400 394
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	2 118 253	1 737 042
- Produit des cessions d'immobilisations financières	650 955	43 192
- Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 776	128 588
- Acquisition d'immobilisations financières	1 636 236	686 683
- Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	591 843	414 741
- Intérêts perçus	525 032	334 917
- Dividendes perçus	343 643	450 780
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-701 672	-143 947
- Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
- Emission de dettes subordonnées	1 003 552	
- Emission d'actions		1 500 000
- Remboursement des capitaux propres et assimilés		
- Intérêts versés	682 375	547 455
- Dividendes versés	592 229	515 890
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-271 052	436 655
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	1 145 529	2 029 750
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	3 742 008	1 712 258
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	4 887 537	3 742 008



CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 2013	Total 2012
Comptes ordinaires débiteurs	3 842 113	1 039 783	1 721 373	1 669 939	8 273 208	5 011 679
Valeurs reçues en pension			183 731		183 731	1 447 227
Au jour le jour						
A terme			183 731		183 731	1 447 227
Prêts de trésorerie		500 000	200 003	255 767	955 770	3 926 000
Au jour le jour		500 000			500 000	1 008 222
A terme			200 003	255 767	455 770	2 917 778
Prêts financiers		440 000	8 061 003		8 501 003	6 471 012
Autres créances	2 895 759	28 743	583 400	40 718	2 965 220	2 949 367
Intérêts courus à recevoir	4 471	1 397	6 847	1 258	13 973	26 025
Créances en souffrance						2 705
TOTAL	6 737 872	2 008 526	10 172 957	1 966 424	20 892 905	19 834 016

CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 2013	Total 2012
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	1 056 451	2 687 217	22 444 416	63 356	26 251 440	26 684 983
Comptes à vue débiteurs	747 792	2 687 217	11 438 637	48 185	14 921 831	15 773 390
Créances commerciales sur le Maroc	121 180		3 460 688	5 171	3 587 039	2 751 011
Crédits à l'exportation			279 860		279 860	260 762
Autres crédits de trésorerie	187 479		7 265 231	10 000	7 462 710	7 899 820
Crédits à la consommation				7 548 190	7 548 190	7 123 028
Crédits à l'équipement	3 418 580		12 391 284		15 809 864	16 032 669
Crédits Immobiliers			10 903 652	22 456 153	33 359 804	30 801 309
Autres crédits de trésorerie	1 333 331	15 384 116	417 786		17 135 233	14 618 272
Créances acquises par affacturage						
Intérêts courus à recevoir	40 733	125 619	533 697	7 653	707 702	713 702
Créances en souffrance	2 328	23 368	914 485	896 054	1 836 235	1 196 408
Créances pré-douteuses			16 310	341 919	358 229	252 978
Créances douteuses	83	205	314 775	68 748	383 811	122 547
Créances compromises	2 245	23 163	583 400	485 387	1 094 195	820 883
TOTAL	5 851 423	18 220 320	47 605 320	30 971 406	102 648 468	97 170 372

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs privés			Total 2013	Total 2012
		Emetteurs publics	Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	8 461 592	17 120 483	1 441 391	27 023 467	34 471 202	
Bons du Trésor et valeurs assimilées	8 439 977			8 439 977	6 496 817	
Obligations	21 616		1 441 391	1 463 007	439 191	
Autres titres de créance					7 180 716	
Titres de propriété		17 120 483		17 120 483	20 354 478	
Titres non cotés	4 275 816	41 050	83 056	1 199 310	5 599 232	
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	2 453 014			2 453 014	3 113 635	
Autres titres de créance	1 802 176		1 186 544	2 988 720	839 576	
Titres de propriété						
Intérêts courus	20 626	41 050	83 056	12 766	157 498	
TOTAL	4 275 816	8 502 642	17 203 539	2 640 701	32 622 698	38 553 457

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	2013	2012
ACTIF		
Instruments optionnels achetés	195	33 785
Opérations diverses sur titres	99 128	87 163
Débiteurs divers	411 167	242 730
Sommes dues par l'Etat	149 757	186 028
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	74 134	35 721
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	187 276	20 981
Valeurs et emplois divers	9 013	8 838
Comptes de régularisation	914 708	2 492 475
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	83 075	98 837
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	133 327	74 016
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	236 045	1 339 835
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	272 846	243 339
Produits à recevoir	51 122	78 717
Charges constatées d'avance	221 724	164 622
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	189 415	736 448
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	1 434 211	2 864 991

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
Immobilisations incorporelles	829 799	138 760	8 880	959 679	383 977	102 404		486 381	473 298
Droit au bail	89 038			89 038					89 038
Immobilisations en recherches et développement									
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	740 761	138 760	8 880	870 641	383 977	102 404		486 381	384 260
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
Immobilisations corporelles	4 742 650	453 083	13 602	5 182 131	2 634 635	221 632	11 744	2 844 523	2 337 608
Immeubles d'exploitation	1 042 776	28 758		1 071 534	273 531	21 520		295 051	776 483
Terrain d'exploitation	187 753	7 740		195 493				195 493	195 493
Immeubles d'exploitation - Bureaux	855 023	21 018		876 041	273 531	21 520		295 051	580 990
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions									
Mobilier et matériel d'exploitation	1 547 707	49 652	9 665	1 587 694	1 244 558	78 346	9 731	1 313 173	274 521
Mobilier de bureau d'exploitation	391 154	19 336	2 912	407 578	271 148	18 727	2 912	286 963	120 615
Matériel de bureau d'exploitation	171 377	3 375	306	174 446	147 658	7 015	349	154 324	20 122
Matériel informatique	888 970	11 277	6 402	893 845	752 022	49 136	6 429	794 729	99 116
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6 133	13 457	36	19 554	5 456	1 044	33	6 467	13 087
Autres matériel d'exploitation	90 073	2 207	9	92 271	68 274	2 424	8	70 690	21 581
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 611 141	70 909	1 870	1 680 180	967 803	103 034	2 013	1 068 824	611 356
Immobilisations corporelles hors exploitation	541 026	303 764	2 067	842 723	148 743	18 732		167 475	675 248
Terrain hors exploitation	211 243	273 016	2 067	482 192					482 192
Immeubles hors exploitation	224 236	29 665		253 901	80 249	11 209		91 458	162 443
Mobilier et matériel hors exploitation	47 550	426		47 976	32 206	2 547		34 753	13 223
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	57 997	657		58 654	36 288	4 976		41 264	17 390
TOTAL	5 572 449	591 843	22 482	6 141 810	3 018 612	324 036	11 744	3 330 904	2 810 906

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	27 558 361	27 558 361	27 558 361			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 430 851	7 430 851	7 430 851			
Obligations	499 600	499 600	499 600			
Autres titres de créance	2 507 427	2 507 427	2 507 427			
Titres de propriété	17 120 483	17 120 483	17 120 483			
Titres de placement	327 849	327 849	327 849			
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance	327 849	327 849	327 849			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	4 744 600	4 736 488	4 646 475		90 012	8 113
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 049 440	1 049 440	975 190		74 250	
Obligations	3 424 533	3 416 420	3 400 658		15 762	8 113
Autres titres de créance	270 627	270 627	270 627			
TOTAL	32 630 811	32 622 698	32 532 686			

CREANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTELE SOCIALE

En milliers de DH

	Crédits par décaissement	Crédits par signature	Total	Provision pour créances en souffrance
créances pré-douteuses	398 758		398 758	40 529
créances douteuses	913 302		913 302	529 491
créances compromises	3 794 784	653	3 795 437	2 700 589
Total	5 106 843	653	5 107 497	3 270 609

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
12/03/2013	cession vehicules de service	9	7	2	9		7
28/02/2013	cession motocycles	8	8				
30/04/2013	cession mobilier de bureau	1 712	1 712			171	171
17/05/2013	cession mobilier de bureau exploit	3 151		3 151	683		2 468
24/06/2013	cession mobilier de bureau	1 200	1 200		120		120
27/06/2013	cession terrain	2 067		2 067	5 160		3 093
08/10/2013	cession vehicules de service	5	4	1	5		4
21/10/2013	cession vehicules de service	22	22		22		22
20/11/2013	cession materiel informatique	6 051	6 051		605		605
		14 225	9 004	5 221	6 775	4 022	2 468

CREANCES SUBORDONNEES

En milliers de DH

	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	2013 Provisions	Net	2012 Net	2013 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	198 780		198 780	197 293	198 780
Créances subordonnées à la clientèle					
TOTAL	198 780		198 780	197 293	198 780



BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2013

www.bmcebank.ma

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 2013	Total 2012
Comptes ordinaires créditeurs		2 836	55 440	217 414	275 690	270 622
Valeurs données en pension	13 930 945	976 674			14 907 619	13 957 037
Au jour le jour						
A terme	13 930 945	976 674			14 907 619	13 957 037
Emprunts de trésorerie	500 000	700 000	877 088	7 083 778	9 160 866	11 851 506
Au jour le jour				89 844	89 844	34 640
A terme	500 000	700 000	877 088	6 993 934	9 071 022	11 816 866
Emprunts financiers	98 261		516	943 748	1 042 525	147 419
Autres dettes	9 549	494	7 974		18 017	21 257
Intérêts courus à payer	23 917	2 763	1 547	13 562	41 790	103 002
TOTAL	14 562 672	1 682 767	942 565	8 258 502	25 446 507	26 350 843

DEPOTS DE LA CLIENTELE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé			TOTAL 2013	TOTAL 2012
		Entreprises Financières	Entreprises non Financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 997 420	1 039 557	11 846 240	38 774 751	53 657 968	54 834 157
Comptes d'épargne			39 787	18 476 658	18 516 445	17 610 691
Dépôts à terme	979 959	4 462 364	5 913 125	12 129 921	23 485 369	22 648 316
Autres comptes créditeurs	2 916 971	1 186 008	2 114 516	164 428	6 381 923	6 680 940
Intérêts courus à payer	32 459	36 783	109 620	382 717	561 580	558 635
TOTAL	5 926 809	6 724 712	20 023 288	69 928 475	102 603 285	102 332 739

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

PASSIF	2013	2012
Instruments optionnels vendus	2 943	
Opérations diverses sur titres	6 443 606	9 692 970
Créditeurs divers	678 626	589 338
Sommes dues à l'Etat	384 988	315 107
Sommes dues aux organismes de prévoyance	54 973	50 658
Sommes diverses dues au personnel	112 645	153 344
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	3 578	3 578
Fournisseurs de biens et services		
Divers autres créditeurs	122 442	66 651
Comptes de régularisation	968 631	306 302
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	47 707	17 124
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	275 008	192
Charges à payer et produits constatés d'avance	283 881	114 781
Autres comptes de régularisation	362 035	174 205
TOTAL	8 093 806	10 588 610

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 2012	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2013
Provisions déduites de l'Actif:	4 221 288	725 743	503 370	5 532	4 449 194
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	57 132			1 540	58 672
Créances sur la clientèle	2 984 759	536 692	263 071	-2 068	3 256 312
Agiors réservés	11 885			2 412	14 297
Titres de placements					
Titres de participation et emplois assimilés	1 158 898	189 052	239 766	3 617	1 111 800
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	8 614		532	31	8 113
Provisions inscrites au Passif:	353 284	322 463	18 775	-17 464	639 507
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	2 283	400		-1 304	1 379
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	297 724	317 297			615 021
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	53 276	4 766	18 775	-16 160	23 107
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	4 574 572	1 048 206	522 144	-11 932	5 088 701

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

NATURES DES TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant
			Valeur nominale unitaire	Taux	Mode de remboursement	
CD BMCE	05/10/2012	05/10/2014	100	4,60%	Infini	285 000
CD BMCE	10/10/2012	10/10/2015	100	4,80%	Infini	360 500
CD BMCE	10/10/2012	10/10/2014	100	4,60%	Infini	160 000
CD BMCE	22/10/2012	22/10/2014	100	4,60%	Infini	40 000
CD BMCE	29/10/2012	29/10/2014	100	4,61%	Infini	125 000
CD BMCE	29/10/2012	29/10/2014	100	4,80%	Infini	18 500
CD BMCE	31/10/2012	31/10/2014	100	4,61%	Infini	30 000
CD BMCE	01/11/2012	31/01/2014	100	4,30%	Infini	150 000
CD BMCE	13/11/2012	13/02/2014	100	4,45%	Infini	300 000
CD BMCE	14/11/2012	14/11/2014	100	4,65%	Infini	60 000
CD BMCE	03/12/2012	03/01/2014	100	4,35%	Infini	100 000
CD BMCE	07/12/2012	07/03/2015	100	4,95%	Infini	200 000
CD BMCE	07/12/2012	07/03/2015	100	4,65%	Infini	150 000
CD BMCE	11/12/2012	11/12/2014	100	4,95%	Infini	91 300
CD BMCE	14/12/2012	14/01/2014	100	4,40%	Infini	200 000
CD BMCE	21/12/2012	21/12/2014	100	4,95%	Infini	10 000
CD BMCE	29/03/2013	28/03/2014	100	4,65%	Infini	10 000
CD BMCE	15/04/2013	14/04/2014	100	4,65%	Infini	112 300
CD BMCE	30/04/2013	29/04/2014	100	4,65%	Infini	100 000
CD BMCE	22/07/2013	20/01/2014	100	4,18%	Infini	300 000
CD BMCE	23/07/2013	21/01/2014	100	4,18%	Infini	316 000
CD BMCE	12/08/2013	10/02/2014	100	4,11%	Infini	200 000
CD BMCE	16/08/2013	14/02/2014	100	4,11%	Infini	200 000
CD BMCE	02/09/2013	03/03/2014	100	4,12%	Infini	151 700
CD BMCE	10/09/2013	03/02/2014	100	4,00%	Infini	60 000
CD BMCE	11/09/2013	10/09/2014	100	4,45%	Infini	53 000
CD BMCE	11/09/2013	12/03/2014	100	4,10%	Infini	263 000
CD BMCE	26/09/2013	27/03/2014	100	4,10%	Infini	219 000
CD BMCE	26/09/2013	28/04/2014	100	4,15%	Infini	212 800
CD BMCE	16/09/2013	17/03/2014	100	4,10%	Infini	300 000
CD BMCE	23/09/2013	22/09/2014	100	4,46%	Infini	138 000
CD BMCE	01/10/2013	30/09/2014	100	4,46%	Infini	300 000
CD BMCE	07/10/2013	31/01/2014	100	3,90%	Infini	120 000
CD BMCE	14/10/2013	13/10/2014	100	4,50%	Infini	165 000
CD BMCE	04/10/2013	03/10/2014	100	4,46%	Infini	95 000
CD BMCE	14/10/2013	14/04/2014	100	4,05%	Infini	15 000
CD BMCE	23/10/2013	23/04/2014	100	4,10%	Infini	300 000
CD BMCE	28/10/2013	28/04/2014	100	4,10%	Infini	319 000
CD BMCE	27/09/2013	26/09/2014	100	4,46%	Infini	70 000
CD BMCE	28/10/2013	27/10/2014	100	4,46%	Infini	15 000
CD BMCE	12/11/2013	13/05/2014	100	4,10%	Infini	744 000
CD BMCE	31/10/2013	30/10/2014	100	4,45%	Infini	100 000
CD BMCE	31/12/2013	30/12/2014	100	4,55%	Infini	100 000
CD BMCE	30/12/2013	29/12/2014	100	4,50%	Infini	426 000
CD BMCE	30/12/2013	31/03/2014	100	3,80%	Infini	61 000
CD BMCE	30/12/2013	30/01/2015	100	4,60%	Infini	490 000
CD BMCE	20/12/2013	19/12/2014	100	4,50%	Infini	165 000
CD BMCE	23/12/2013	23/06/2014	100	4,08%	Infini	40 000
CD BMCE	24/12/2013	23/12/2014	100	4,50%	Infini	143 900
CD BMCE	16/12/2013	16/01/2015	100	4,60%	Infini	200 000
CD BMCE	13/12/2013	13/01/2015	100	4,60%	Infini	410 000
Encours CD BMCE						9 195 000

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 2012	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2013
Ecart de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	10 186 734	120 800	2 010	10 309 544
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	4 820 010	120 800	2 010	4 942 820
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	1 794 633			1 794 633
Capital appelé	1 794 633			1 794 633
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	2	38		40
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	713 067			1 108 623
TOTAL	12 694 436	120 838	2 010	13 212 840

DETTES SUBORDONNEES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur DH)
DH	1 000 000	1	4,20%	10 ans		1 000 000
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	4,79%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	4,50%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	5,01%	10 ans		790 000
EUR	70 000	11,2305	5,86%	10 ans		786 135
EUR	45 000	11,2305	5,90%	10 ans		505 373

(1) Cours Bank Al Maghrib au 31/12/2013

(2) Eventuellement indéterminé

(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

	2013	2012
Engagements de financement et de garantie donnés	19 717 257	19 020 962
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 174 388	1 563 839
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	1 174 388	1 563 839
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	9 390 830	8 691 504
Crédits documentaires import	4 103 121	2 888 581
Acceptations ou engagements de payer	864 663	855 591
Ouvertures de crédit confirmés	4 074 666	4 756 078
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	348 380	191 254
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 405 795	2 456 330
Crédits documentaires export confirmés	103 965	60 754
Acceptations ou engagements de payer	10 057	22 386
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 291 773	2 373 190
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 746 244	6 309 289
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	4 821 898	4 355 420
Autres cautions et garanties données	1 924 346	1 953 869
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	5 377 234	5 4



BMCE BANK

ETATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2013

www.bmcebank.ma

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	17 895 257
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	171 577
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 695 916
Créances sur la clientèle	6 062 250
Titres de transaction et de placement et d'investissement	1 098 080
Autres actifs	148 752
Titres de participation et emplois assimilés	4 519 902
Créances subordonnées	198 780
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
Passif	15 713 493
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 220 068
Dépôts de la clientèle	732 361
Titres de créance émis	2 445 480
Autres passifs	24 076
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	1 291 508
Hors bilan	6 681 566
Engagements donnés	6 496 413
Engagements reçus	185 153

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	2013	2012
Intérêts perçus	6 041 566	5 642 077
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	522 743	538 752
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 998 724	4 766 212
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	520 099	337 113
Intérêts servis	3 120 057	2 912 738
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	953 903	987 025
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 758 132	1 595 221
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	408 021	330 492

COMMISSIONS

En milliers de DH

	2013	2012
Commissions perçues	1 007 734	868 340
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	310 302	301 988
Sur opérations de change	276 015	185 076
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	25 993	36 462
Sur produits dérivés	2 200	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	22 391	14 803
Sur moyens de paiement	277 186	287 345
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	38 285	36 542
Sur autres prestations de service	55 362	6 124
Commissions versées	289 552	200 118
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	196 823	110 232
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	6 022	2 807
Sur produits dérivés	3 412	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	9 922	8 914
Sur moyens de paiement	41 876	42 948
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	31 497	35 217

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

	2013	2012
Produits	1 813 968	1 145 821
Gains sur les titres de transaction	660 715	638 147
Plus-value de cession sur titres de placement	199 313	45 186
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	1 058	18 962
Gains sur les produits dérivés	684 955	77 043
Gains sur les opérations de change	267 927	366 483
Charges	870 784	306 143
Pertes sur les titres de transaction	36 843	38 745
Moins value de cession sur titres de placement	104 928	
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement		1 050
Pertes sur les produits dérivés	625 273	78 799
Pertes sur opérations de change	103 740	187 549
RESULTAT	943 184	839 678

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	2013	2012
Charges de personnel	1 308 295	1 330 648
Impôts et taxes	63 332	55 827
Charges extérieures	1 198 082	1 088 930
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	324 036	305 316

RESEAU

En nombre

	2013	2012
Guichets permanents	635	627
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	672	665
Succursales et agences à l'étranger	1	1
Bureaux de représentation à l'étranger	32	28

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	2013	2012	2013	2012
Titres dont l'établissement est dépositaire	13 831	10 370	171 042 322	165 093 849
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	65	64	64 157 000	66 652 000
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	1 108 623
Perte nette	
II- Réintégration fiscale	740 730
1- Courantes	368 368
Dons et subventions	4 535
Cadeaux	5 731
Charges non déductibles	11 970
Primes de jouets	1 457
Amortissement voitures non déductibles	8 136
Provisions pour risques généraux	317 297
Contribution à la cohésion sociale	19 242
2- Non courantes	372 362
Impôts sur les sociétés	372 362
III- Déductions fiscales	577 562
1- Courantes	501 769
Dividendes	343 643
Reprise sur provisions ayant subi l'impôt	158 126
2- Non courantes	75 793
produits non soumis à l'IS (sursis d'imposition)	75 793
VI- Résultat net fiscal	1 271 792
Impôts sur les sociétés	372 362
VI- Résultat net fiscal	899 430
Reprise sur provisions pour investissements	

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 480 986
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	368 368
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	501 769
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 347 585
(-) Impôt théorique sur résultat courant	372 362
(=) Résultat courant après impôts	975 224

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	78 583	594 577	578 382	94 778
B- TVA à récupérer	74 878	349 141	346 437	77 583
Sur charges	71 615	310 284	307 633	74 266
Sur immobilisations	3 263	38 858	38 803	3 317
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	3 705	245 436	231 945	17 196

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 179 463 390
NON APPELÉ : -

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT
VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10,00

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS					
RMA WATANYA *	67 Avenue des FAR-Casablanca	50 514 064	53 871 291	30,02%	30,02%
SFCM	239, Bd Mohamed V- Casablanca	907 205	907 205	0,51%	0,51%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR-Casablanca	14 294 621	11 602 664	6,47%	6,47%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen-Casablanca	7 348 804	7 348 804	4,09%	4,09%
CDG**		15 186 872	15 186 872	8,46%	8,46%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane-Rabat	9 220 533	9 220 533	5,14%	5,14%
PERSONNEL BMCE		2 755 420	2 688 743	1,50%	1,50%
DBVC ET DIVERS		27 572 709	26 974 116	15,03%	15,03%
TOTAL (1)		127 800 228	127 800 228		
B- ACTIONNAIRES ÉTRANGERS					
BES VIDA COMPANHIA					
DE SEGUROS SA		4 634 108	4 634 108	2,58%	2,58%
BANQUE FEDERATIVE					
DU CREDIT MUTUEL		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		179 463 390	179 463 390	100%	

* Y compris OPCVM dédiés de RMA WATANYA

** Suivant confirmation CDG datée du 10/12/2013

AFFECTION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision de mai 2013			
Report à nouveau	2	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	592 229
Résultat net de l'exercice	713 066	Autres affectations	120 839
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	713 068	TOTAL B	713 068

RESULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	2013	2012	2011
Capitaux propres et assimilés	18 633 841	17 111 881	15 411 554
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	4 809 284	4 591 117	4 063 507
Résultat avant impôts	1 480 987	940 595	838 306
Impôts sur les résultats	372 362	227 527	293 544
Bénéfices distribués	592 229	515 890	508 390
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	3	3	3
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 308 295	1 330 648	1 280 600
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 883	4 894	4 941

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION	
Date de clôture (1)	31/12/2013
Date d'établissement des états de synthèse (2)	
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIÉUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ER} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indications des événements Favorables Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	2013	2012
Effectifs rémunérés	4 883	4 894
Effectifs utilisés	4 883	4 894
Effectifs équivalent plein temps	4 883	4 894
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	2 889	2 787
Employés (équivalent plein temps)	1 994	2 107
Dont effectifs employés à l'étranger		



BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2013

www.bmcebanc.ma

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 684 184	1 347 836	2 172 028	5 763 733	1 139 156	12 106 937
Créances sur la clientèle	7 492 759	10 980 127	15 093 671	31 127 881	23 044 987	87 739 425
Titres de créance	24 668 975	412 000	1 753 200	3 335 509	2 453 014	32 622 698
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	33 845 918	12 739 963	19 018 899	40 227 123	26 637 157	132 469 060
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 698 481	5 698 688	6 318 166	4 467 086	3 988 013	25 170 434
Dettes envers la clientèle	5 108 438	4 660 922	12 004 583	2 459 290	824 450	25 057 683
Titres de créance émis	916 000	2 034 700	4 433 800	1 810 500		9 195 000
Emprunts subordonnés				2 291 508	3 445 480	5 736 988
TOTAL	10 722 919	12 394 310	22 756 549	11 028 384	8 257 943	65 160 105

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	2013	2012
Titres de participation	5 921	11 930
Participations dans les entreprises liées	344 243	450 780
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés	61 677	70 693
TOTAL	411 841	533 403

TITRES DE PARTICIPATION AU 31 DECEMBRE 2013

	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
EMAT	Sté holding	44 828	8 047 300	55,71	30 354 800	30 354 800	
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	Gest. de la place financière de Casablanca	200 000	120 000 000	16,67	20 000 000		20 000 000
MAGSHORE	Offshoring	192 500	38 500 000	50,00	19 250 000	19 250 000	
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	284 577	335 800 000	8,47	28 457 683		28 457 683
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	109 984	98 200 000	11,20	11 000 000		11 000 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Fonds d'investissement	100 000	100 000 000	10,00	10 000 000		10 000 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000		5 650 000
ISCID	Enseignement supérieur	40 000	10 000 000	40,00	2 000 000	234 229	1 765 771
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	970 638	970 638	
MITC CAPITAL	Gest. fonds MNF	4 000	2 000 000	20,00	400 000		400 000
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375 000	375 000	
FONCIERE EMERGENCE	Prom, Immobilier industriel et de services	193 392	240 033 800	8,06	12 087 000		12 087 000
MAROC TELECOMMERCE	COMMERCE & PAIEMENT ELECTRONIQUE	561	5 610 000	10,00	1 562 789	186 561	1 376 228
511 TITRES DE PARTICIPATION					142 107 910	51 371 227	90 736 683
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	Ets de crédit/étranger	378 154	80 699 975	72,63	2 420 996 802		2 420 996 802
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 783 526	239 449 700	74,48	624 831 049		624 831 049
BBI	Ets de crédit/étranger	80 666 000	144 839 000	55,69	1 952 931 517	707 062 798	1 245 868 720
MAGHREBAIL	Crédit bail	522 913	102 532 000	51,00	232 521 384		232 521 384
LITTORAL INVEST	Société immobilière	26 000	2 600 000	100,00	450 000 000		450 000 000
LOCASOM	Location Longue durée	784 768	83 042 900	94,50	336 882 375		336 882 375
HANOUTY	Distribution	1 074 999	236 029 100	45,60	107 500 000	107 500 000	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	10 000 429 600 CFA	27,38	103 026 033		103 026 033
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000 000		100 000 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	155 437	40 000 000	38,85	90 191 610		90 191 610
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817 450		51 817 450
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	Traitement de l'information	116 000	11 600 000	100,00	46 591 421		46 591 421
EUROSERVICES	Ets financier	3 768	4 831 000	78,00	42 316 524		42 316 524
MABANICOM	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700 000		29 700 000
RM EXPERT	Recouvrement créances	199 996	20 000 000	100,00	20 000 000		20 000 000
CONGOLAISE DES BANQUES	Ets de crédit étranger	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	17 126 513		17 126 513
ACMAR	Assurances et services	100 010	50 000 000	20,00	10 001 000		10 001 000
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750 000		6 750 000
STE FINANCIERE ITALIE	Société financière	600 000	600 000 EURO	100,00	6 738 300	6 724 200	14 100
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	Gestion OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 442 928		6 442 928
EURAFRIC INFORMATIQUE	Service Informatique	41 937	10 000 000	41,94	4 100 000		4 100 000
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	50 000	5 000 000	100,00	19 000 000		19 000 000
BMCE ASSURBANK	Assurances	15 000	1 500 000	100,00	3 025 000		3 025 000
EURAFRIC GED SERVICES	Sté de service	937	1 500 000	6,25	93 700		93 700
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIEES					6 682 583 606	821 286 998	5 861 296 608
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	923 105	778 549 160 EUR	1,19	179 063 171	125 522 502	53 540 669
E.S.I	Ets crédit /étranger	467 250	260 400 000 EUR	1,79	154 144 016	79 121 858	75 022 158
PROPARCO	Ets crédit multi-national	656 325	420 000 000 EUR	2,50	124 081 472		124 081 472
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	59 600	151 060 800 EUR	4,34	74 394 704		74 394 704
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	107 500	300 000 000	7,17	10 750 000	3 906 038	6 843 962
MAROC NUMERIC FUND	Fonds d'investissement	200 000	100 000 000	20,00	10 000 000	2 265 228	7 734 772
INMAA SA	Sté de service	53 333	20 000 000	26,67	5 333 300	2 322 982	3 010 318
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	Sté d'invest en capital à risque	ND	ND	ND	15 094 152		15 094 152
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	Ets crédit /étranger	30	166 601 000 USD	0,20	2 514 175		2 514 175
FONDS MONETAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	50	500 000 000 USD	0,05	2 445 480		2 445 480
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250 000		250 000
515 TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE					578 070 470	213 138 607	364 931 863
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	Banque d'investissement	285 065	288 956 500	9,87	103 997 380		103 997 380
MUTANDIS	Fonds d'investissement	1 174 805	1 217 764 100	9,65	130 625 714		130 625 714
SOGOPOS	Sté d'aménagement	46 216	35 000 000	13,20	4 621 600		4 621 600
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393 433	3 393 433	
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000		1 690 000
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000	1 450 000	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000		1 267 000
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000		1 000 000
MAROCLEAR	Dépositaire central	8 030	20 000 000	4,02	803 000		803 000
EXPERIAN MAROC	Sté de service	27 000	90 000 000	3,00	2 700 000	1 620 145	1 079 855
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500 000	500 000	
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	5 000	20 000 000	2,50	500 000	500 000	
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	480 500		480 500
STE IPE	Edition et impression	4 000	5 440 000	7,35	400 000		400 000
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49 400	49 400	
PORNET	Service informatique	1 800	6 000 000	0,03	180 000		180 000
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24 220		24 220
DYAR AL MADINA	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	8 500		8 500
RMA WATANYA	Assurances	5	1 796 170 800		1 973		1 973
RISMA	Tourisme	10	782 368 500	0,0001	1 925		1 925
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					253 694 646	7 512 978	246 181 668
COMPTES COURANTS D'ASSOCIES							
RISMA					16 841 284		16 841 284
HANOUTY					14 315 273	14 315 273	
MARTCO					1 500 000	1 500 000	
SIEGE G.P.B.M.					723 210		723 210
MAGSHORE					2 122 500	2 122 500	
ALLICOM MAROC					552 000	552 000	
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILES					36 054 267	18 489 773	17 564 494
TOTAL GENERAL					7 692 510 898	1 111 799 583	6 580 711 315

Sont assortis de la mention "Néant" pour le 1^{er} semestre 2013, les états suivants :

- Etat des dérogations ;
- Etat des changements de méthodes ;

- Immobilisations données en crédit-bail, en location avec option d'achat et en location simple ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.

Société Anonyme au capital de 1.794.633.900 dirhams
Siège Social : Casablanca - 140, Avenue Hassan II.
Arrêté du Ministre des Finances n° 2348-94 du 14 rabii I 1415 (23 août 1994).
R.C. Casablanca n° 27.129